

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 08/02/2018 au 14/02/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Selon l'Institut Mexicain des Cadres de la Finance (IMEF), il serait être préférable que la renégociation de l'Accord de Libre-Echange Américain (ALENA) soit reportée à une date postérieure aux élections présidentielles mexicaines. Le président de l'Institut, Fernando Lopez Macari, a déclaré qu'il serait prudent de freiner les négociations afin de d'éviter que celles-ci soit effectuées dans la hâte de conclure un accord avant le changement de gouvernement. Selon lui, reporter les négociations à 2019 permettrait de conclure un accord de meilleure qualité.

D'après les Etats-Unis, les relations avec le Mexique quant aux renégociations de l'ALENA s'améliorent. Le représentant du Commerce des Etats-Unis, Robert Lighthizer, s'est voulu rassurant et estime que des progrès réels sont en cours (*Milenio*). Au contraire, le chef de la délégation canadienne, Steve Verheul, appelle le Canada et le Mexique à être vigilants, estimant que les Etats-Unis cherchent à affaiblir les deux pays dans l'économie régionale.

Economie

La production industrielle est repartie à la hausse en décembre 2017 avec une croissance de 0,9% par rapport à novembre 2017 (INEGI). Cette inversion de la tendance reflète la reprise de la construction (+3,7% par rapport à novembre), qui, conjointement au secteur manufacturier (+0,1%), a permis de compenser la baisse de la production minière (-0,5%) et de celle du secteur de l'électricité, de l'eau et du gaz (-4,0%). Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2017, la production industrielle a enregistré une contraction de 0,6% par rapport à 2016. Le secteur de l'eau, du gaz et de l'électricité a vu sa production chuter de 1,6%, la construction a baissé de 1% et l'activité minière de 9,8%, en particulier en raison de la contraction des activités d'extraction de pétrole et de gaz (-10,3%).

La création d'emplois au mois de janvier 2018 est la plus élevée depuis 2007 (Institut Mexicain de Sécurité Sociale). Le mois dernier, 113 722 emplois ont été créés, soit 36,5% de plus qu'en janvier 2017. Cela a permis au nombre total de travailleurs affiliés à la sécurité sociale de croître de 4,5% en douze mois. Le secteur de l'agriculture et de la pêche a connu la plus forte augmentation d'emploi (+7,9%), suivi de celui des transports et communications (+7,6%) et de la construction (+6,8%). Les performances du mois de janvier font suite à celles de l'année 2017, qui a enregistré la plus grande augmentation d'emploi depuis 1996 (+9,5%). Selon le Directeur de l'Institut pour le Développement Industriel et la Croissance Economique (Idic), José Luis de la Cruz, les chiffres de l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) reflètent deux tendances positives : l'augmentation des recrutements et la formalisation de l'emploi. Néanmoins, malgré l'accroissement de l'emploi observé en 2017 et attesté par les chiffres de l'INEGI, Citibanamex met en avant la dégradation de la qualité de l'emploi. Selon l'enquête Nationale d'Occupation et d'Emploi (ENOE), le chômage s'est réduit à 3,4% fin 2017 (contre 3,9% fin 2016). Le taux de sous-emploi a également diminué, en passant de 7,7% fin 2016 à 7,1% fin 2017. De plus, 57% des travailleurs seraient dans l'informalité fin 2017, moins que fin 2016 quand cela concernait 57,3% d'entre eux. Toutefois, sur les 746 000 nouveaux emplois créés en 2017, plus de 36% étaient rémunérés à un montant inférieur à trois fois le salaire minimum tandis que 363 000 emplois rémunérés à plus de trois fois le salaire minimum ont été détruits.

Les importations d'essence et de diesel ont généré un déficit historique de la balance pétrolière en 2017. Les importations d'essence ont augmenté de 29% en 2017 et celles de diesel de 63%. Elles représentaient, ensemble, 21 MUSD, soit 50% des importations pétrolières du pays. Ces augmentations ont expliqué la moitié de la croissance des importations pétrolières, qui était de 33%. Ces dernières se sont élevées à 42 Mds USD, leur niveau le plus élevé après celui de 2011, lorsque le prix du pétrole mexicain était 119% supérieur à celui de 2017. Elles ont accompagné la chute de la production en volume de ces combustibles par PEMEX : 21% de moins qu'en 2016 pour l'essence et 29% de moins qu'en 2016 pour le diesel. Ainsi, en 2017, 71% de la demande domestique d'essence et 65% de la demande

*Taux de change au 14 février 2018 : 1 USD = 18,60 MXN

domestique de diesel étaient satisfaits par les importations. Les exportations pétrolières ont, quant à elles, connu leur troisième niveau le plus faible (après 2015 et 2016). La balance commerciale pétrolière a alors atteint un déficit record de 18,4 Mds USD, 45% supérieur à celui de 2016.

Les exportations agroalimentaires ont été les plus dynamiques en 2017 avec un taux de croissance de 12,5%. Elles se sont élevées à un niveau record de 32,6 Mds USD, tout comme l'excédent commercial agroalimentaire, qui s'établissait à 5,4 Mds USD. Le secteur était le troisième plus important exportateur pour le Mexique, impulsé par les exportations de bière (3,8 Mds USD), d'avocat (2,9 Mds USD) et de tomate (1,9 Mds USD). Les importations étaient, quant à elles, de 27,2 Mds USD, 5,3% de plus qu'en 2016. Selon le Ministère de l'Agriculture, le dynamisme des exportations agricoles devrait se poursuivre avec une augmentation de 10,5% et une valeur de 36 Mds USD prévus pour 2018.

En janvier 2018, les entreprises de commerce de détail affiliées à l'Association de Magasins d'Autoservice et Départementales (Antad) ont vu leurs ventes aux magasins similaires baisser de 1,5% et leurs ventes totales croître d'à peine 1,6% (en termes réels). Il s'agit des moins bonnes performances observées pour un mois de janvier depuis 2014. Cela serait dû au ralentissement de la consommation observé depuis le second semestre de 2017, en lien avec la baisse des salaires réels. Les chaînes d'autoservice (Wal-Mart, Chedraui, Casa Ley, Soriona...) ont été les plus résistantes à ce ralentissement, avec une croissance de 0,1% en termes réels de leurs ventes.

Les revenus générés par le tourisme international ont augmenté de 8,6% en 2017 (Banque Centrale). Après cinq années consécutives de croissance, ces derniers ont atteint 21,3 Mds USD, soit plus de 2% du PIB. Il s'agit d'un maximum historique, tout comme le nombre d'arrivées de touristes internationaux, qui s'est élevé à 39,3 millions, 12% de plus qu'en 2016. Selon le ministère du Tourisme, cela a été rendu possible grâce aux multiples campagnes de publicité lancées aux Etats-Unis et à l'ouverture de nouvelles routes aériennes, notamment vers la Chine, le Japon et la Corée. Le ministre du Tourisme, Enrique de la Madrid, pense qu'au classement 2017, le Mexique pourrait grimper d'une place et monter à la septième position mondiale des pays les plus visités en dépassant l'Allemagne.

Finances publiques

La présidence d'Enrique Peña Nieto est plus dépensière que celle de ses prédécesseurs. En cinq ans, les dépenses publiques ont atteint 18,52 Mds de pesos (996 Mds USD*), soit 23,8% de plus que celles de son prédécesseur Felipe Calderón (2006-2012) et 33,7% de plus que celles de l'administration de Vicente Fox (2000-2006).

En 2017, les recettes fiscales étaient 4,2% supérieures à l'objectif prévu dans la Loi de Finances (Administration fiscale). La collecte d'impôts était 115,4 Mds de pesos (6,2 Mds USD*) supérieure à celle établie dans la Loi des Finances. Cet excédent est notamment dû au dynamisme des recettes issues de l'Impôt sur le Revenu (ISR), qui étaient 10,4% supérieures à celles prévues. Par rapport à 2016, les recettes fiscales ont augmenté de 2,0% (Impôt Spécial sur la Production et les Services d'Essence exclu), tirées par les recettes de l'Impôt Sur le Revenu, 4,1% plus élevées que celles de 2016. L'administration fiscale a souligné les efforts des contribuables pour le respect de leurs obligations fiscales.

Entreprises et grands contrats

44% des entreprises mexicaines déclarent avoir subi un délit en 2017. Cette étude réalisée par la plateforme Data Coparmex (organisation patronale mexicaine) montre que les Etats de Tabasco et Guerrero sont les plus touchés puisque 60 et 58,3% des entreprises qui y sont installées ont été victimes de criminalité. Par ailleurs, 44% des entreprises ont été confrontées à des actes de corruption lors de démarches administratives publiques, en particulier dans les Etats de Tabasco, Quintana Roo et Sinaloa.

Le 27 février prochain, Heineken ouvrira sa plus grande usine du pays à Meoqui, dans l'Etat du Chihuahua. Résultant d'un investissement de 7,35 milliards de pesos (395 Mds USD), il s'agira de l'usine la plus moderne de la firme au niveau mondial. Avec une capacité de production de 5 millions d'hectolitres par an, l'entreprise prévoit la création de 500 emplois directs.

*Taux de change au 14 février 2018 : 1 USD = 18,60 MXN

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 14/02/2018
Bourse (IPC)	-1,18%	+2,13%	48 400,75
Risque pays (EMBI+Mx)	+5,03%	-11,3%	188
Taux de change USD/Peso	-0,27%	-8,6%	18,60
Taux de change Euro/Peso	-0,30%	+6,1%	22,96
Prix du baril de pétrole (USD)	-3,47%	+18,7%	54 ,03

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Entre janvier et septembre 2017, les pays de la région centraméricaine ont importé 99 MUSD de vaccins à usage humain, soit 13% de plus que l'année précédente. Sur cette période, le premier acheteur régional a été le Guatemala (30 MUSD), suivi du Panama (23 MUSD), du Costa Rica (15 MUSD), du Honduras (14 MUSD), du Nicaragua et du Salvador (9 MUSD chacun). Entre 2015 et 2017, les importations régionales de vaccins ont augmenté de 22% par an en moyenne.

Costa Rica

2016 – PIB: 57,4 Mds USD | Pop: 4,8 M hbts

En décembre 2017, l'activité économique du Costa Rica a crû de 3,5% (g.a). Cette tendance positive qui s'observe depuis 4 mois consécutifs est principalement le résultat de l'accélération qu'ont connu l'industrie et la construction. Par ailleurs, la majorité des activités économiques du pays présente des taux de croissance interannuels positifs.

Un consortium franco-espagnol, Cemos-a-Aéroport de Paris Ingénierie, a remporté l'appel d'offre pour une étude en vue de la construction d'un nouvel aéroport dans la Zone Nord. Avec cette étude, de 400 MUSD, la Direction Générale de l'aviation civile tente de définir les lignes directrices de la construction de l'aéroport. Cette première étude serait développée dans les 6 prochains mois et constituerait le plan directeur pour l'emplacement du terminal aérien sur un terrain de 6 000 hectares.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

En janvier 2018, le Guatemala a enregistré un taux d'inflation interannuel de 4,7%, un chiffre en hausse par rapport à la même période de l'année précédente où l'inflation interannuelle était de 3,83%. Toutefois, l'Indice des Prix pour le Consommateur a reculé de 0,4% par rapport au mois précédent, ce qui s'explique principalement par la baisse des prix de l'alimentaire (-0,99%) et des activités de loisir (-0,78).

Durant le mois de janvier 2018, le Guatemala a reçu 635 MUSD de transferts de migrants (*remesas*), montant 8% supérieur à celui enregistré en janvier 2017 (Banque Centrale du Guatemala).

La multinationale suisse Nestlé a suspendu ses achats d'huile de palme à l'entreprise guatémaltèque Repsa suite aux accusations de déversement de déchets contaminants dans le fleuve Rio La Pasión. Cette décision de Nestlé se fait dans la continuité de celle des entreprises Cargill et Wilmar, qui boycottent également Repsa.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

En janvier 2018, le Honduras a reçu 357 MUSD de *remesas*, soit une augmentation de 18% par rapport au mois de janvier de l'année précédente (Banque Centrale du Honduras). Selon les chiffres officiels, le montant total des *remesas* reçues en 2017 a atteint 4,3 Mds USD, soit plus de 18% du PIB du pays.

*Taux de change au 14 février 2018 : 1 USD = 18,60 MXN

L'association des producteurs de sucre projette une production record de plus de 12,3 millions de quintaux sur la récolte 2017-2018 – contre 11,4 millions l'année précédente (soit près de 8% d'augmentation). Le Honduras produit plus de 5 millions de tonnes de canne à sucre chaque année et l'industrie sucrière représente jusqu'à 44% de l'emploi dans les régions productrices. Le secteur est constitué de sept entreprises. La destination privilégiée des exportations sucrières honduriennes est l'Amérique du Nord (47% en volume), suivie de l'Amérique latine (30%).

Nicaragua

2016 – PIB: 13,2 Mds USD | Pop: 6 M hbts

En décembre 2017, le Nicaragua a vu son nombre de travailleurs formels augmenter de 4% (g.a) par rapport à décembre de l'année précédente (Banque Centrale du Nicaragua). En données interannuelles, le nombre d'emplois a le plus augmenté dans les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau (+8,9%), dans les secteurs agricole, sylvicole, de la chasse et de la pêche (+5,9%), de la construction (+5,0%) et de l'hôtellerie et de la restauration (+4,8%).

Les exportations de bananes en valeur ont plus que doublé en 2017, en passant de 4.4 MUSD en 2016 à 10.8 MUSD en 2017. Au total 41.0 millions de kilos (+72,2%) ont été exportés, au prix moyen de 0.3 USD/kg. D'après le groupe Coen Montealegre (source Association des Producteurs et Exportateurs Nicaraguayens), l'un des leaders nationaux, les plantations bananières sont près de deux fois plus rentables que celles de sucre. L'APEN souligne également que de nombreux territoires sont encore vierges et prêts à être exploités à des fins agricoles sur la façade atlantique du pays – il s'agit d'opportunités, notamment pour de possibles investisseurs étrangers.

Le groupe Multicentro investit 40 MUSD pour la construction d'un centre commercial à Managua. Le complexe, qui ouvrira ses portes en 2019, intégrera plus de 100 boutiques et générera environ 1500 emplois directs et indirects.

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

Le déficit budgétaire du secteur public non financier a été limité à 1,7% du PIB en 2017. D'à peine 1 Md USD, ce déficit est à un niveau nominalement voisin de celui de 2016, mais se réduit de 1,9% à 1,7% du PIB. Il s'agit d'un écart de 402 MUSD par rapport à la cible fixée par la loi de responsabilité budgétaire, équivalente à 1% du PIB, mais dont le gouvernement peut dévier à raison de la différence entre l'apport des revenus du Canal au budget et la cible de ces apports (de 3,5% du PIB). De 12,4 Mds USD, les recettes du secteur public non financier ont progressé de 6,7%, en très grande partie grâce au dynamisme des recettes du Canal élargi en 2016 (1,65 Md USD). La collecte fiscale a également augmenté et les dépenses se sont élevées à 13,4 Mds USD (+5,8%). Les dépenses d'investissement ont été stabilisées à 3,9 Mds USD. La loi de responsabilité budgétaire autorisera un déficit limité à 0,5% du PIB en 2018.

Le Panama a augmenté les droits de douanes d'importation sur 30 produits, visant principalement les biens colombiens. Cette mesure qui rendra plus coûteuse l'entrée de certains produits colombiens au Panama sera prolongée jusqu'en décembre 2018. Au 1^{er} février est entré en vigueur un nouveau tarif douanier pour l'importation de fleurs, café confiseries, détergents, charbon minéral et matériaux de construction, etc. provenant de pays avec lesquels le Panama n'a pas de traité de libre-échange actif, comme c'est le cas de la Colombie. Cette mesure intensifie la crise commerciale entre le Panama et la Colombie qui a commencé en 2013 lorsque la Colombie a imposé des tarifs douaniers aux chaussures et textiles réexportés par Panama (zone franche de Colon) et qui perdure avec la décision colombienne de ne pas reconnaître les arbitrages défavorables de l'OMC. La floriculture serait particulièrement affectée puisque 60% des fleurs commercialisées au Panama proviennent de Colombie.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

En janvier 2018, Le Salvador a reçu 380,6 MUSD de remesas, un chiffre 10,3% supérieur au montant enregistré durant la même période de l'année précédente (Banque Centrale du Salvador). La très large majorité provient des Etats-Unis, suivis par l'Union Européenne (1,1%) et le Canada (1%).

*Taux de change au 14 février 2018 : 1 USD = 18,60 MXN

La Banque caribéenne de développement (BCD) prévoit une croissance de 2% pour 2018, après 0,6% l'année précédente, et ce en dépit des dévastations causées par la saison cyclonique. Cette croissance serait particulièrement portée par la reprise à Trinité et Tobago à +1% et le rebond de +2,3% en Jamaïque (qui représente un cinquième du PIB régional). Les taux de croissance les plus élevés sont attendus à Anguilla (+7%, après -3,5% estimé en 2017) et Dominique (+6,4% contre -6,9% en 2017), résultats de l'effort de reconstruction dû aux dégâts causés par les ouragans de 2017. Antigua et Barbuda et les Iles Turques et Caïques devraient également connaître une forte croissance avec respectivement +5,3% et 4,4%. Bien que le retour à la croissance soit encourageant, les Caraïbes restent à la traîne des autres petits pays en développement. Dans la région, la croissance a été en moyenne de 0,8% depuis 2009, contre une moyenne de 4,8% dans les autres groupes de pays. La BCD estime que pour que les pays des Caraïbes puissent assurer une croissance et un développement durables et inclusifs, des mesures visant à améliorer la résilience sont nécessaires.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

La croissance au 4^{ème} trimestre de l'année 2017 est estimée à 1,1% selon le Planning Institute of Jamaica (PIOJ). La croissance pour 2017 est de 0,5%, soit la cinquième année de croissance consécutive. Cependant, cette performance est inférieure aux prévisions initiales de croissance qui se situaient entre 1 et 2%. Les risques de dégradations de la croissance se sont matérialisés : les conditions météorologiques ont eu un impact négatif sur l'agriculture, de même que les temps d'arrêt en raison de problèmes techniques liés aux équipements de certaines usines. Le PIOJ prévoit une croissance pour le 1^{er} trimestre 2018 de 1 à 2%. De plus, pour l'année budgétaire 2017/18 (avril-mars), la croissance est prévue entre 0,5 et 1,5%, soulignant que la croissance de janvier à mars devrait être soutenue par la reprise de l'agriculture et par la bonne performance de l'industrie minière. Enfin, les prévisions pour 2018/19 sont également positives, avec une croissance prévue entre 2 et 3% portée par le secteur minier, la construction et l'industrie des hôtels et restaurants.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

La République dominicaine réalise, pour la première fois de son histoire, une émission de bons à New York. Le Ministère des finances a ainsi émis 40 Mds DOP (822 MUSD) de bons en monnaie locale à 5 ans, et 1 Md USD à 30 ans. Cette émission s'est réalisée à un taux de 8,9% en monnaie locale et 6,5% en USD. La demande totale de ces bons a atteint 80 Mds DOP et 2,1 Mds USD.

La France est devenue le premier créancier bilatéral de la République dominicaine. Avec 590,3 MUSD, dont 475,1 MUSD de l'AFD, la France représente 24% de la dette bilatérale, devant le Brésil (489,6 MUSD) et l'Espagne (435,2 MUSD). La part de la dette externe qui est bilatérale est de 12,8% alors que la dette multilatérale, détenue en majorité par la BID, représente 23,6%.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 14 février 2018 : 1 USD = 18,60 MXN